Projet de règlement grand-ducal

portant modification du règlement grand-ducal du 23 mars 2010 concernant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure.

Avis du Conseil d'Etat

(18 juin 2013)

Par dépêche du 26 mars 2013, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre du Développement durable et des Infrastructures. Le projet de règlement grand-ducal était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche d'évaluation d'impact et d'une fiche financière.

L'avis de la Chambre de commerce n'est pas à la disposition du Conseil d'Etat le jour de l'adoption du présent avis.

Considérations générales

Le projet de règlement entend assurer une transposition de la future directive de l'Union européenne en matière de transports, plus particulièrement en ce qui concerne les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure. Etant donné qu'il s'agit d'un texte qui doit entrer en vigueur avec l'adhésion de la Croatie dans l'Union européenne, le 1^{er} juillet 2013, le Conseil d'Etat peut marquer son accord avec ce procédé. Il donne cependant à considérer que la directive doit être adoptée et publiée au Journal officiel de l'Union européenne avant que le présent projet de règlement puisse être adopté et publié à son tour.

Examen des articles

Préambule

De l'avis du Conseil d'Etat, il est indiqué que les auteurs du projet, pour modifier le règlement grand-ducal du 23 mars 2010, prennent comme base légale la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports. Les deux visas se référant à loi modifiée du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation ainsi qu'à la loi modifiée du 24 janvier 1990 portant création et organisation d'un tribunal pour la navigation de la Moselle sont dès lors à supprimer.

Si, au jour de la présentation du projet de règlement à la signature du Grand-Duc, l'avis de la Chambre de commerce n'est pas disponible, le préambule du projet sous avis doit être adapté.

Le Conseil d'Etat demande encore à ce que le troisième mot des termes « Chambre de commerce » et « Chambre des députés » soient rédigés avec une initiale minuscule.

Article 1^{er}

Sans observation.

Article 2

Le Conseil d'Etat rappelle son exigence que le présent projet ne soit pas adopté définitivement avant la publication en bonne et due forme de la future directive et dont les coordonnées seront à insérer au préambule et à l'article 1^{er}.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 18 juin 2013.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Victor Gillen